



GRAND ANGLE

**Opiïdes :
la France
vraiment à l'abri ?
Pas si sûr...**

p. 1

GRAND ENTRETIEN

**Encore trop de
brutes en blanc ?
Réponse (sans
langue de bois) de
Martin Winckler**

p. 5

VRAI DU FAUX

**HPV, lobby du
sucre, crise de
crédibilité et
prescription
sociale...**

p. 9

REGARD

**Faut-il dissoudre
l'Ordre des
médecins...
dans l'intérêt des
patients ?**

p. 10

COMBAT DE VIE

**« Presque autant
de gens vivent du
cancer que
de gens qui
en meurent »**

p. 13

« Opiïdes : la France vraiment à l'abri ? Pas si sûr... »

L'hécatombe est dramatique : depuis 1999, un demi-million d'Américains sont morts à cause des opiïdes, des médicaments antidouleurs particulièrement addictifs. Jusqu'à quand la France sera-t-elle épargnée ? Avec 12 millions de consommateurs, le risque d'une crise n'est pas loin. Décryptage des ingrédients du scandale par Nicole Delépine...

Par son ampleur, cette crise dépasse de très loin les catastrophes médicamenteuses précédentes¹. Elle est surtout d'un genre différent.

Médicaments antidouleurs, les opiïdes² sont habituellement prescrits par des « médecins de la douleur » ou des anesthésistes à leurs patients. Le problème, c'est que leur usage a largement été détourné

chez des personnes bien portantes, avec un risque majeur d'addiction³. Ce qui est assez inédit.

De plus, ces médicaments ne sont pas censés guérir une pathologie grave, comme les cancers, ou chronique (comme le Mediator pour l'obésité, le Lévothyrox pour l'hypothyroïdie, les rhumatismes, ou les antidépresseurs en psychiatrie, notamment la fluoxétine, etc.). Globalement, les personnes concernées, de tous âges, sont en bonne santé avant la prise de ces médicaments. Elles ont connu les opiïdes à l'occasion d'un événement ponctuel (fracture de jambe, intervention chirurgicale, etc.) et ont apprécié la sensation de détente, voire d'euphorie pendant quelques heures après la prise. Quoi de plus simple que de reprendre une petite pilule pour retrouver ces quelques heures de bien-être, particulièrement en ces temps difficiles de chômage et

© L'œil de Tesson

C'est irresponsable ! Votre addiction aux opiïdes aggrave notre addiction au pognon !



Le chiffre

155%

C'est l'augmentation exponentielle de la consommation d'hypnotiques et de sédatifs chez les... 6-17 ans, entre 2014 et 2021. Un récent rapport tire la sonnette d'alarme car les antipsychotiques ont grimpé de 48 %, les antidépresseurs de 62 % et les psychostimulants de 78 %. Inquiétant !

Source : HCFEA

autres drames de la vie ? En revanche, les malades chroniques (les cancéreux par exemple) sous opiacés sont moins à risque car, en général, ils sont bien suivis par leur médecin.

Explosion des décès : x 15 en 20 ans !

Depuis 20 ans, aux États-Unis, le nombre de décès par surdose ne fait qu'augmenter. En 2002, on recensait 2 surdoses mortelles pour 100 000 habitants. En 2012, ce chiffre avait quadruplé (8/100 000) et, en 2021, il atteint 31/100 000. Quinze fois plus qu'il y a 20 ans ! Depuis 2017, les opioïdes y font **chaque année plus de victimes que les accidents de la route**.

Fin 2017, le président Trump a même déclaré l'état d'urgence sanitaire sur ce sujet. En outre, il a alloué un budget de six milliards de dollars pour améliorer l'éducation des patients et des professionnels et surtout favoriser l'accès aux traitements, sans que cela ait stoppé la courbe de la mortalité. Selon les centres pour le contrôle et la prévention des maladies⁴, **près d'un demi-million d'Américains sont morts de surdose entre 1999 et 2018 !**

Lors de la pandémie de Covid-19, une nouvelle augmentation importante du nombre de décès consécutifs à une surdose d'opioïdes de synthèse a été observée⁵.

Pour la seule année 2021, plus de 107 000 morts (33/100 000 – autant que diabète et Alzheimer réunis) et presque le double du nombre de soldats américains tombés durant les 20 ans de guerre du Vietnam⁶ !

Le Massachusetts, le Vermont et d'autres États ont décrété un état d'urgence ou créé des groupes de travail spéciaux pour faire face à cette crise catastrophique qui leur coûte chaque année des milliards de dollars, sans amélioration notable.

Un impact sur l'espérance de vie !

Le nombre de morts par surdose d'opioïdes est tel qu'il contribue à diminuer l'espérance de vie des Américains. Depuis plus

de 50 ans, l'espérance moyenne de vie des Américains progressait, jusqu'à atteindre 78,9 ans en 2012. Depuis, elle stagne ou diminue : 77 ans en 2020 et 76,6 ans en 2021. Et notons que 4 Américains sur 5 qui goûtent aujourd'hui à l'héroïne ont aussi pris des antidouleurs sur ordonnance.

Une crise qui s'exporte

Avec moins de 5 % de la population mondiale, les États-Unis représentent 80 % de la consommation mondiale d'opioïdes et concentrent la très grande majorité des morts par surdose.

Toutefois, l'usage abusif des opioïdes se répand dans d'autres pays, notamment en Grande-Bretagne. Ce phénomène est sans surprise favorisé par la hausse des prescriptions médicales laxistes et/ou favorisées par le lobbying de Big Pharma, auquel il faut ajouter le conditionnement des soignants dans la fameuse lutte contre la douleur, un trafic croissant de drogues illicites et plus encore l'aggravation des troubles psychosociaux induits par les mesures coercitives des États sous prétexte de Covid.

Selon l'OCDE, hors États-Unis, les pays les plus touchés par les morts par surdose d'opioïdes étaient le Canada (85 morts par million d'habitants, en 2015), l'Estonie (81), la Suède (55), la Norvège (49), l'Irlande (44) et le Royaume-Uni (41). Et ça continue⁷. Rien qu'entre janvier 2016 et mars 2021, près de 23 000 individus sont morts d'une surdose aux opioïdes, selon le Parlement du Canada.

La corruption : la cause originelle ?

Les soignants hospitaliers et libéraux se souviendront comme moi des années 1990-2000 où les comités de lutte contre la douleur ont poussé comme des champignons, où des infirmiers et des médecins ont été dévoyés de leurs tâches auprès des patients pour gérer la douleur, où des équipes toutes puissantes et indépendantes des services se sont mises à passer voir nos patients (sans connaître leurs dossiers médicaux) pour

« gérer la douleur » (avec leur échelle de 1 à 10)⁸.

Déjà, je sentais clairement la mise en scène, d'autant que les manques en personnel médical et soignant étaient déjà criants. On se disait que c'était pour « créer des postes de cadres, de professeurs, de médecins titulaires », etc. Pendant ce temps, les patients étaient conditionnés au fait qu'on traitait mal leur douleur et qu'il fallait des « spécialistes » qui leur prescriraient toujours plus de morphine, d'OxyContin ou autre⁹. De fait, le marketing médicamenteux faisait aussi son œuvre sinistre et souterraine. Des associations de patients bien sponsorisées ont achevé le conditionnement. Et c'est ainsi que beaucoup de patients sont devenus dépendants.

L'utilisation exagérée d'opiacés de synthèse **dans la prise en charge des douleurs chroniques non cancéreuses** a été le passage du Rubicon. Ces prescriptions abusives ont créé une dépendance de toute une partie de la population, conséquence d'une **mise sur le marché trop laxiste** (non accompagnée de mises en garde adéquates), puis mal surveillée par la FDA et nos agences sanitaires européennes. **Les recommandations discutables de sociétés médicales et les campagnes de promotion, intenses et mensongères**, des laboratoires pharmaceutiques se sont intensifiées tandis que les critiquer ou poser une question sur les risques de ces médicaments devint « insupportable, *antisience* » comme actuellement faire une remarque sur les injections anti-Covid ou l'Ukraine. La suite sera la mise en condition pour l'euthanasie, nous y reviendrons dans un prochain article.

Au début des années 1990, des sociétés savantes, bien trop proches de Big Pharma, ont émis des recommandations incitant les médecins à prescrire des opiacés pour des douleurs chroniques « **même non cancéreuses** », ce qui a ouvert la porte à la crise. De plus en plus, le vrai soin, pour vaincre les maladies dont les cancers, a fait la place au soulagement de la douleur, ou de la vie trop lourde à porter. La médecine et son devoir de préserver la vie ont disparu progressivement.

Cas d'école (du crime) : Purdue et McKinsey

Des campagnes de marketing agressives répétées de la part des industriels, dont Purdue Pharma, ont été pilotées par les conseils de cabinets spécialisés, dont McKinsey. Ils ont instrumentalisé des études mensongères prétendant que ces nouveaux opioïdes ne produisaient pas de risque d'addiction.

La manipulation des médecins et de la population a été efficace. Les prescriptions d'opioïdes ont augmenté de 350 % entre 1999 et 2015 ! Pendant vingt ans, laboratoires et distributeurs ont ainsi bénéficié d'un marché de 8 milliards de dollars par an.

Mais de nombreux malades traités par ces opioïdes sont devenus dépendants aux opiacés, cela les a poussés à rechercher leurs drogues auprès des trafiquants, lorsque les prescriptions médicales ne leur suffisaient plus. Les hospitalisations et les morts liées aux surdoses d'opioïdes ont alors fortement augmenté.

La FDA, non-assistance à personnes en danger !

Captive de Big Pharma, la FDA n'a pas rempli sa fonction de protection de la population : elle n'a réalisé aucune enquête indépendante et s'est contentée des rapports mensongers fournis par l'industrie du médicament.

Ce qu'on appelle la **capture réglementaire (ou captation de la réglementation)**, c'est lorsqu'un organisme de réglementation privilégie les intérêts commerciaux d'une industrie ou d'une profession au lieu de défendre l'intérêt général pour lequel il a été créé. Ce qui est clairement le cas dans l'affaire des opioïdes.

Les États-Unis n'assurant plus un financement suffisant pour garantir l'indépendance de l'agence, il lui a été demandé de compléter son financement par les redevances des entreprises qu'elle doit réguler. Ainsi, près de la moitié du budget de la FDA est assurée par les entreprises du médicament qui en ont,

de fait, pris le contrôle. Depuis lors, les décisions de la FDA privilégient presque toujours l'intérêt de l'industrie sur celui de la sécurité médicamenteuse¹⁰.

La lenteur des procédures de mise sur le marché empêchait les entreprises de bénéficier pleinement de la période d'exclusivité octroyée par leurs brevets. À leur demande, la FDA a considérablement réduit les procédures classiques en fin de siècle dernier, et inventé différents motifs d'examen très allégés au détriment de la sécurité des malades, dont les injections anti-Covid constituent un nouvel exemple dramatique.

Depuis les années 2000, on connaissait les dangers de l'allègement des procédures, dramatiquement démontrés à l'occasion de la catastrophe/scandale du Vioxx. En 2004, devant une commission sénatoriale sur ce scandale¹¹ (responsable d'au moins 100 000 victimes, dont 40 000 morts aux États-Unis¹² et peut-être bien plus), David Graham, un des cadres supérieurs de la FDA, avait déclaré :

« D'autres scandales sont à venir, et le pays est pratiquement sans défense contre les médicaments à risque, qui entrent si facilement dans les foyers américains. La FDA est aujourd'hui incapable d'empêcher cela¹³. » Dès 2005, le *Journal of American Medical Association* (JAMA) constatait : *« La FDA est dépassée et ne remplit plus du tout son rôle. Et nous ne sommes certainement pas les seuls à le penser. »*

Et le *Wall Street Journal* d'enfoncer le clou : *« Sur les 327 millions de dollars que l'agence dépense pour les médicaments, seulement 27 sont consacrés à la recherche d'effets secondaires de ceux présents sur le marché. »* La messe est dite !

Cette incapacité de la FDA à protéger la population lorsqu'il faudrait qu'elle s'oppose aux intérêts des firmes pharmaceutiques a permis à la corruption et aux campagnes mensongères de propagande médicamenteuse organisées par des cabinets de conseil de prospérer. La récente affaire Covid a rappelé au monde les évidences constatées par ces témoins dès le début du siècle.

Acteur au centre du scandale : McKinsey

Le cabinet de conseil McKinsey a fortement contribué à la crise des opioïdes en vendant pendant plus d'une décennie **des schémas marketing et des services de conseil** aux fabricants d'opioïdes, notamment Purdue Pharma, Endo Pharmaceuticals, Johnson & Johnson ou Mallinckrodt Pharmaceuticals, et en même temps à la FDA, en cachant ses graves conflits d'intérêts et en violant les exigences contractuelles et la loi fédérale.

Lors d'un communiqué du 13 avril 2022, Carolyn B Maloney, présidente de la commission d'enquête sénatoriale, a déclaré¹⁴ :

« L'enquête du comité de surveillance met en lumière le monde non réglementé et secret des cabinets de conseil privés comme McKinsey, qui créent des conflits d'intérêts en travaillant à la fois pour le gouvernement fédéral et les industries réglementées. »

En même temps que la FDA s'appuyait sur les conseils de McKinsey pour garantir la sécurité des médicaments et protéger les vies américaines, la société était également payée par les entreprises mêmes qui alimentent l'épidémie mortelle d'opioïdes pour les aider à éviter une réglementation plus stricte de ces médicaments dangereux.

McKinsey a employé au moins 22 consultants à la fois à la FDA et chez les fabricants d'opioïdes sur des sujets connexes, y compris en même temps. Dans les coulisses, les consultants de McKinsey ont tiré parti de leurs relations fédérales pour obtenir encore plus d'affaires dans le secteur privé et ont tenté d'influencer les principaux responsables de la santé publique au nom de clients comme Purdue Pharma. »

Il est reproché à McKinsey d'avoir contribué activement à la crise des opioïdes aux États-Unis en vendant ces schémas marketing, mais surtout d'avoir poussé à l'augmentation du nombre de visites de représentants commerciaux auprès des plus importants prescripteurs d'opioïdes, d'avoir ciblé des médecins avec des messages spécifiques pour les convaincre de prescrire plus d'OxyContin (produit par Purdue Pharma), d'avoir encouragé plusieurs producteurs d'opioïdes à s'unir

pour résister aux régulations de la FDA, qui cherchait à limiter les prescriptions, et d'avoir tenté d'influencer des représentants du gouvernement, y compris le secrétaire de l'administration Trump à la santé et aux services sociaux (HHS), Alex Azar, pour faire avancer les intérêts de ses clients du secteur privé. La liste est longue !

Le 4 février 2022 (en pleine crise Covid19), pour éviter un procès public, McKinsey a même proposé de payer 573,9 millions de dollars¹⁵ (5 % de son chiffre d'affaires) en réparation aux États.

Fabricants et distributeurs d'opioïdes condamnés

Purdue, basé à Stamford, Connecticut, premier fabricant d'opioïdes, a demandé la protection contre la faillite en 2019 après avoir été englouti dans un tsunami de poursuites (plus de 3 000) déposées par les gouvernements des États et locaux¹⁶. **Il a accepté de régler 8,3 milliards de dollars après avoir plaidé coupable de trois crimes pour la commercialisation de l'OxyContin.** C'était la deuxième fois en 13 ans que la société plaidait coupable pour des accusations criminelles pour ses tactiques de vente d'opioïdes. Purdue a été mis en cessation de paiement en 2019, condamné en 2021.

En juillet 2021, le laboratoire Johnson & Johnson et trois gros distributeurs américains

de médicaments (McKesson, Cardinal Health et AmerisourceBergen) ont eux aussi accepté de **payer 26 milliards de dollars pour solder près de 4 000 actions intentées au civil par des dizaines d'États américains et de collectivités locales**¹⁷. Sur le plan pénal, le fondateur d'Insys Therapeutics, un fabricant d'opioïdes, a même été condamné à cinq ans et demi de prison et reconnu coupable d'association de malfaiteurs¹⁸. Une grande première.

La France, épargnée¹⁹ ?

« *Le principal problème est devant nous, assure Bertrand Leibovici, médecin addictologue spécialisé dans la réduction des risques liés à la toxicomanie. On ne peut pas exclure qu'il y ait une arrivée massive de fentanyl en Europe continentale*²⁰. »

D'après les données de l'Assurance maladie, environ 12 millions de Français consommeraient des opioïdes, sans être bien conscients des risques encourus²¹. En une dizaine d'années, la consommation de ces médicaments a fortement augmenté. Entre 2006 et 2017, la prescription d'opioïdes forts, principalement d'oxycodone, a crû de près de 150 %, et leurs mésusages ont plus que doublé.

Le rôle de McKinsey dans cette augmentation de la consommation reste à préciser mais, vu son implantation en France, on

peut supposer que le cabinet pourrait être concerné²². Mais la justice française ne disposant pas de l'indépendance des procureurs américains, il paraît douteux que des enquêtes fassent un jour la lumière sur ces liens.

Quant au nombre d'hospitalisations liées à la consommation d'antalgiques opioïdes obtenus sur prescription médicale, il a été multiplié par 2,5, passant à 40 hospitalisations pour un million d'habitants. Entre 2000 et 2015, le nombre de décès liés à la consommation d'opioïdes a triplé, passant de 1,3 à 3,2 par million d'habitants, soit **près de 5 décès par semaine**. Et encore, ces chiffres sont certainement largement sous-estimés²³.

Le **Tramadol** serait le premier médicament responsable de ces mésusages en France, et le premier responsable des décès observés, suivi de la morphine, de l'oxycodone puis du fentanyl transdermique à action rapide. Aux États-Unis, c'est aujourd'hui le fentanyl qui bat de tristes records.

Les modalités de prise en charge et de surveillance par les prescripteurs ainsi que l'accès restreint à ces médicaments ont pour l'instant permis d'éviter le pire. Mais jusqu'à quand ? Même si l'ampleur de la crise ne concerne pas encore la France, restons vigilants. Une fois de plus, l'information constitue une véritable prévention. ■

En chiffres

1

Le gouvernement planche pour créer un nouveau délit... celui d'incitation à l'arrêt des traitements pour maladie grave.

Une façon habile de rendre l'accès encore plus difficile aux alternatives des traitements conventionnels.



40 milliards



Pfizer vient de déboursier une jolie somme pour s'offrir le spécialiste des conjugués anticorps-médicaments contre le cancer, Seagen. Une nouvelle « poule aux œufs d'or » pour satisfaire son appétit, rassasié du Covid ?

2,4 millions

C'est le nombre de Français qui ont eu recours à l'aide alimentaire en 2022, soit trois fois plus qu'en 2012. Avec des profils très hétérogènes. Depuis le début de l'année, l'inflation a pris l'ascenseur, atteignant plus de 6,2 %. Et maintenant, on fait quoi ?



1 pour 1



Le vaccin pour la vie. Une Australienne malade du cœur s'est vu refuser sa transplantation cardiaque... car elle n'était pas vaccinée contre le Covid (vaccin pour lequel elle dispose d'une exemption légale). Un chantage honteux !